

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2022-01-39x-00031 Référence de la demande : n°2022-00031-041-001

Dénomination du projet : THALES Cholet - Aménagement d'un site industriel et de recherche

Lieu des opérations : -Département : Maine et Loire -Commune(s) : 49300 - Cholet.

Bénéficiaire : SAS Cholet PARC - Filiale immobilière de THALES SA

MOTIVATION ou CONDITIONS

Principaux impacts

L'extension du site actuel va entraîner l'artificialisation de 21 hectares en bordure de la ville de Cholet, dans la continuité d'une zone d'activité existante. Il s'agit principalement des prairies avec 1,5 km de haies, et la quasi-totalité du site a un sol qui répond aux critères des zones humides. 185 espèces de plantes ont été observées, mais aucune espèce protégée. Le cortège des oiseaux agricoles est bien représenté, avec en particulier de nombreux Pipits farlouses et une Pie-grièche à tête rousse observée. Le Grand Capricorne est présent dans les vieux chênes et le Pique Prune est suspecté. Treize espèces de chiroptères ont été observés, dont la Noctule commune et la Barbastelle. Le cortège d'insectes indique une communauté prairiale riche.

Avis sur la Raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM)

L'extension s'explique par le besoin de rassembler le site de Cholet avec celui de Gennevilliers, et d'accueillir 200 nouveaux emplois nets. La RIIPM est également justifiée par le besoin de développement technologique du secteur industriel souhaité par l'Europe et la France. Les conséquences « bénéfiques » invoquées pour l'environnement sont nettement plus contestables. L'argument de la proximité avec la gare et l'encouragement aux mobilités douces est également contestable.

Avis sur l'absence de solution alternatives

Le site de la Touche retenu est celui qui présente les plus grands enjeux environnementaux (biodiversité et zones humides).

La disponibilité foncière n'a été recherchée qu'en extension urbaine. La prospection au sein de la très vaste zone économique de Cholet ne semble pas avoir été réalisée. Des activités actuellement présentes et très consommatrices d'espace pourraient faire l'objet de proposition de vente. Juste au sud du site choisi, pas moins de 10 hectares sont alloués à un restaurant pour chauffeurs routiers, dont des surfaces immenses en parking. Un travail de recherche sur un projet sans impact en matière d'artificialisation des sols fait défaut.

Avis sur les inventaires

Un seul spécialiste, n'ayant que 2-3 ans d'expérience, a participé au volet « faune » de l'étude d'impact.

L'identification d'une Pie-grièche à tête rousse sur le site apparaît très surprenante, l'espèce n'étant pas annuelle dans le Maine-et-Loire, et n'ayant pas été observée dans le département depuis 2017. L'absence de discussion au sujet de la spécificité de cette observation interroge. Sa qualification en nicheuse possible, tout comme pour le Traquet motteux, espèce présente en halte migratoire mais non nicheuse, indique que le bureau d'étude ne connaît pas le statut des espèces nicheuses du département, et, plus problématique, n'a pas cherché à approfondir ces observations et à savoir si des espèces qu'il jugeait aussi patrimoniales se reproduisaient effectivement sur le site, ce qui devrait être le cas lors de la détection d'espèce à tel enjeu.

Il n'est pas précisé si les Pipits farlouses sont nicheurs sur le site, combien de chanteurs ont été observés. Des individus en halte migratoire n'ont pas le même poids patrimonial que des nicheurs.

Le distinguo entre les espèces potentielles et les espèces avérées n'est pas clair : la Chevêche d'Athéna est-elle présente sur le site ? Des écoutes ont-elles eu lieu à l'époque appropriée ? Le défaut d'observation nocturne s'illustre par l'absence de détection de l'Œdicnème criard, pourtant présent sur le site. L'Œdicnème criard a en effet été observé le 2 juin 2021 par Marc Bellion sur le site, donnée consultable librement sur le site faune-anjou. L'observateur contacté localise son observation au niveau du lot n°2. Des mesures adéquates devraient être proposées pour l'espèce.

L'Effraie des clochers a également été observée sur le site en décembre 2016 : il est probable qu'elle continue de l'utiliser au moins comme terrain de chasse. Les bâtiments ne semblent pas avoir fait l'objet de recherche de pelotes, alors qu'ils pourraient abriter l'Effraie.

La méconnaissance des oiseaux par l'observateur va jusqu'à indiquer que le Busard cendré se reproduit dans les chênes (p 214).

Cette méconnaissance manifeste implique nécessairement une sous-détection des espèces difficiles à détecter. L'inventaire des oiseaux ne saurait être considéré comme recevable.

L'inventaire des chauves-souris est très mal décrit, un tableau (tableau 22) fait le bilan d'une seule nuit et non de l'inventaire total. Le déclenchement du passage CNPN est indiqué comme étant le fait de la Noctule commune et du Minioptère de Schreiber, (p18). Or, cette dernière espèce n'est citée nulle part dans le dossier : qu'est-elle devenue ?

Avis sur la qualification des enjeux

Les cartographies présentées ne différencient que très sommairement des niveaux d'enjeu au sein du site, mais la quasi-totalité du site est considérée comme à enjeu fort, ce qui paraît conforme à la réalité.

La liste des insectes n'est fournie qu'en annexe et non discutée ici. Or, on y apprend que pas moins de cinq espèces de méliées (papillons) sont présentes sur la prairie, ce qui est remarquable.

La qualification d'enjeu « très faible » pour la Couleuvre helvétique, dans un contexte de déclin général des serpents, est étonnant. L'espèce est connue du site par les observations saisies dans la base de données faune-Anjou.

Le site est une zone humide : il s'agit donc d'un site à fort potentiel de restauration de ses fonctionnalités écologiques. Les inventaires réglementaires se limitent à la biodiversité actuellement présente sur le site. Toutefois, la réflexion doit être portée sur ce potentiel, dans un contexte d'érosion généralisée de la biodiversité. L'incohérence relevée par le bureau d'étude entre le caractère humide du sol et la végétation en place non caractéristique de milieux humides s'explique probablement par l'usage agricole du site, les drainages, les tassements, la perturbation des communautés floristiques. C'est pour exprimer ce potentiel que le critère pédologique est réglementairement suffisant.

Avis sur la qualification des impacts

Malgré toutes les pertes d'habitat et de fonctionnalité indiquées dans le dossier, il est considéré que la création de nouveaux espaces anthropisés aura *in fine* un impact positif sur les espèces aériennes (« Pour les espèces aériennes, l'impact de l'aménagement sera positif et permanent hormis en cas d'éclairage nocturne pour les chauves-souris. » p179). On suppose qu'il s'agit là des oiseaux et des chauves-souris, citées (également des insectes ?). Cela est présenté sans la moindre preuve et dénote d'une volonté de minimiser les impacts.

La majorité des espèces de chauves-souris contactées sur le site sont des espèces qui fuient les zones urbanisées, les murins et la barbastelle, en particulier. Quant aux oiseaux, ce sont des communautés très généralistes d'oiseaux de jardin qui s'installeront au détriment des communautés spécialistes d'oiseaux des milieux ouverts actuellement présents sur le site. Aucun écologue n'ignore cela.

Par ailleurs, le pétitionnaire semble oublier que pour de nombreuses espèces protégées, leur habitat est également protégé : la réflexion et les mesures ERC n'intègrent pas ce fait.

Avis sur l'évitement

L'évitement porte sur :

- Cinq chênes abritant du Grand Capricorne et un nid de Faucon crécerelle (dont il est vraisemblable qu'il supportera difficilement l'évolution de son paysage immédiat) ;
- Une mise en défens des zones humides extérieures : il s'agit d'une mesure de base de gestion d'un chantier et non une mesure d'évitement au sens de la séquence ERC ;
- La capture et le relâcher d'espèces protégées (« telles que les reptiles et les amphibiens ») : il ne s'agit en aucun cas d'une mesure d'évitement. Cela peut être qualifié de mesure de réduction, si le projet est abouti et argumenté. Dans le cas actuel, il s'agit au mieux d'une mesure d'accompagnement, invérifiable tant elle est peu détaillée ;
- L'évitement d'une petite portion de haie (113 m, soit 7,5% des haies actuellement présentes), soit une ambition modeste.

Le projet se prête pourtant à l'évitement.

Il comporte par exemple 5,3 hectares de parkings pour plus de 2000 véhicules tout en justifiant son implantation ici par la proximité de la gare, et alors qu'un lieu dédié à la restauration des conducteurs de poids lourds est situé juste en face et accueille une surface de parking conséquente et largement sous-utilisée.

La surface de voirie et parking totalise même 10 hectares si on les additionne : en matière d'étalement urbain, le projet est très loin d'être optimisé. Il prévoit la création de 6,5 hectares d'espaces verts : mieux vaut réduire l'emprise du projet et conserver les espaces en pleine terre et semi-naturels que créer des espaces verts très anthropisés au sein du site.

Au final, rien ne semble justifier un si grand besoin d'espace. Puisque les parkings, la voirie et les espaces verts occupent 16,5 hectares, les besoins surfaciques sont largement surdimensionnés.

L'accueil de 6,7 hectares de bâti et de la voirie strictement nécessaire à la logistique du site doit être possible au sein de la zone d'activité existante, sans artificialisation supplémentaire, grâce à un travail d'optimisation de l'utilisation des places de parkings avec les entreprises voisines. Dans un contexte de lutte contre l'artificialisation, le raisonnement ne doit plus se tenir à l'échelle de l'entreprise, mais à l'échelle de la zone d'activité.

Avis sur les mesures de réduction

Elles sont de faible ambition, surtout vu l'ampleur du projet prévu. Rien n'est envisagé en matière de réflexion sur les bâtiments, les espaces verts. Les principaux efforts visent à lutter contre les espèces invasives. Fait étonnant, les mesures ne présentent aucun calendrier de travaux visant à éviter les périodes de plus grande sensibilité, ce qui est évidemment nécessaire pour les oiseaux nicheurs, par exemple.

Avis sur la qualification des impacts résiduels

Devant la faiblesse des mesures d'évitement et de réduction, il n'y a que pour les Capricornes que l'impact résiduel peut être abaissé par rapport à l'impact brut. L'évitement de 7,5% de haies ne saurait être suffisant pour abaisser le niveau d'impact des espèces qui en dépendant, tout comme l'évitement des chênes ne saurait être suffisant pour abaisser le niveau d'impact des chiroptères, alors que leur environnement de chasse serait totalement modifié. Les impacts résiduels sont donc majoritairement sous-estimés par l'étude.

Deux mesures compensatoires ex situ sont également proposées, notamment au titre des zones humides :

- Le Lac de la Romagne : il s'agit d'un terrain semi-naturel appartenant au CSE du groupe Thalès, constitué d'un petit lac et de milieux herbacés adjacents, qui fait déjà l'objet d'une gestion (arrachage annuel de la Jussie, par exemple). Le pétitionnaire considère que la gestion du site est « agressive » et propose une gestion différenciée et la création de nouveaux habitats favorables aux espèces patrimoniales. Pour cela, il gèrera les prairies par fauche, et plantera un bosquet. Aucune réflexion sur l'équivalence écologique n'est apportée – ce qui ne serait pas possible puisque le seul et rapide diagnostic a été effectué au mois d'octobre, une période inappropriée. L'additionnalité administrative n'est pas non plus démontrée : il devrait s'agir d'une responsabilité au titre de la politique RSE du groupe Thalès que de mieux gérer ses propriétés, puisque l'engagement de Thalès en matière de protection de l'environnement est inscrit dans son code d'éthique. Cette mesure vise à compenser tant le volet zone humide que le volet espèces protégées.

- L'Appentière : il s'agit d'un ensemble de prairies pâturées et de prairies de fauche, d'environ 21 hectares au total, dont 2,4 hectares de prairies humides. Les inventaires effectués par le bureau d'étude indiquent une richesse élevée du site. La mesure compensatoire consiste à le sécuriser et à y planter 932 m de haies supplémentaires. Le site est pourtant déjà très bocager et la plus-value de nouvelles haies à cet endroit n'est pas flagrant. C'est dans les zones qui en manquent qu'il est utile d'en recréer. Les autres mesures ne diffèrent pas des mesures actuelles (pâturage, fauche, maintien des haies existantes), ou si elles diffèrent, il n'est pas expliqué en quoi.

Aucune réflexion n'est apportée sur la capacité de charge du milieu et sur les espèces et individus supplémentaires que ces mesures pourraient apporter. Aucune méthode ne permet d'évaluer l'absence de perte nette de biodiversité. Le tableau 53 fait passer des impacts résiduels forts à des impacts nets nuls sans aucune explication : cette qualification est contestable pour presque chaque ligne du tableau. Le maintien de prairies existantes ne saurait en aucun cas compenser la disparition des prairies que causerait le projet.

Sur ces deux mesures, le maître d'ouvrage ne s'engage que sur 20 ans, semblant ignorer que la loi prévoit que les mesures compensatoires doivent être effectives pendant toute la durée des impacts.

Par ailleurs, le rapport de la DDT indique que le PLU de Cholet permet la construction dans les zones humides compensatoires, ce qui n'est pas de matière à rassurer quant à la pérennité des mesures proposées.

En conclusion, le CNPN émet un avis défavorable à cette demande de dérogation à la protection stricte des espèces et s'étonne de recevoir en 2022 un dossier qui semble ne pas tenir compte des attendus réglementaires en vigueur.

Il s'apparente plus à un dossier tel qu'il était plus habituel d'en recevoir antérieurement à la loi pour la reconquête de la biodiversité de 2016. En particulier :

- L'état initial fait état de lacunes problématiques, en particulier pour les oiseaux, qui apportent un certain discrédit, et les impacts résiduels sont sous-estimés. L'œdicnème criard doit être inclus dans la démarche ERC ;
- Le site prévu est majoritairement constitué par une zone humide (critère pédologique), et présente donc un fort potentiel de restauration de ses fonctionnalités écologiques. Ce potentiel est largement ignoré par l'étude ;
- Le dimensionnement des mesures compensatoires n'est pas à la hauteur des impacts et ne permet pas de satisfaire l'exigence de recherche d'absence de perte nette de biodiversité et de maintien en bon état des populations locales ;
- La nature même de ces mesures compensatoires, qui ne respectent pas l'additionnalité administrative (site Thalès et sites déjà exploités par des agriculteurs avec mesures agro-environnementales effectives). Il en va de même de leur durée, insuffisante ;
- La démarche d'évitement est très insuffisante, malgré le grand potentiel (en particulier en lien avec les parkings et la voirie), et constitue le principal écueil de ce projet ;
- Il en va de même pour les mesures de réduction qui omettent, par exemple, les précautions usuelles concernant les périodes de travaux (et davantage).

Le projet tel qu'il est présenté à ce stade va à l'encontre de deux enjeux que sont l'artificialisation des sols et l'érosion de la biodiversité.

Un travail de redimensionnement du projet, de mutualisation des parkings existant et son intégration au sein de la zone d'activité existante doit être effectué. Cela nécessitera probablement un travail d'optimisation de l'espace actuellement occupé par des activités existantes.

La densification des zones d'activité est l'un des principaux outils de la lutte contre l'artificialisation des sols et le CNPN invite à un devoir d'exemplarité de la part d'un acteur majeur du développement économique français.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☐

Défavorable ☒

Fait le : 14 mars 2022

